

AVIS

1. REDRESSEMENTS MAXIMA ANNUELS

Eventuellement une ou plusieurs écriture(s) figure(nt) sous la mention "13/AAAA" (AAAA = exercice concerné) sur cette facture.

Elle(s) vous indique(nt) qu'il y a été tenu compte de l'ajustement des assiettes cotisables **aux maxima annuels** d'un ou de plusieurs membres de votre personnel.

Le détail de ces opérations de redressement vous parviendra dans les prochains jours.

2. COTISATIONS 2008 : CHAMBRES PROFESSIONNELLES

Le Centre Commun de la sécurité sociale a l'honneur de vous informer que les cotisations en faveur de la Chambre des employés privés et de la Chambre de travail viennent à échéance.

La retenue de la cotisation annuelle est à effectuer obligatoirement **par l'employeur** non seulement sur la rémunération mais également sur **l'indemnité pécuniaire de maladie** pour tout salarié déclaré au Centre commun au **1er mars 2008** et soumis à l'assurance maladie obligatoire.

Toutefois, si à la date visée, le salarié est en congé de maternité ou en congé parental à plein temps, l'organisme compétent se chargera de la retenue à la place de l'employeur.

Les cotisations pour l'année 2008 sont fixées comme suit:

Chambre des Employés Privés : 29 € par employé privé,
4 € par apprenti à statut d'employé privé;

Chambre de Travail : 31 € par ouvrier,
4 € par apprenti à statut d'ouvrier.

Le Centre commun adressera fin mai 2008 à tout employeur, aux fins d'information et de réclamation éventuelles, le relevé des salariés déclarés au 1er mars 2008 avec indication de la cotisation respective.

Les employeurs et fiduciaires utilisant pour la communication des salaires la procédure "SECUline" recevront d'office le détail sous forme de fichier par l'outil "SOFIE".

Les cotisations pour les chambres professionnelles figureront sur l'extrait de compte qui sera adressé à l'employeur au mois de juillet 2008. Cet extrait de compte comprendra donc, outre les redevances mensuelles, également les cotisations dues à la Chambre des Employés Privés et à la Chambre de Travail.

Il est rappelé que l'employeur ne devra plus opérer de paiement de cotisations sur les comptes bancaires des Chambres respectives.